

# Combien devraient donner les riches pour aider les pauvres ?

## Partage international n° [223](#) - Mars 2007

Dans un article du *New York Times* intitulé : *Que devrait donner un milliardaire, et vous ?* Peter Singer, professeur à Princeton, évalue le revenu cumulé des 10 % des américains les plus riches, et conclut qu'une fraction de cette somme suffirait à éliminer la pauvreté dans le monde.

Constatant d'abord la reconnaissance quasi générale du fait que toutes les vies humaines ont la même valeur, quels que soient la nationalité, le sexe et le lieu de résidence, P. Singer note que cette égalité reste théorique, comme le montre la co-existence d'un milliard d'hommes vivant dans un luxe sans précédent, alors qu'un autre milliard survit avec moins d'un dollar par jour. Selon l'Unicef, plus de dix millions d'enfants meurent chaque année - environ 30 000 par jour - de causes évitables, conséquences de la misère.

P. Singer affirme que les riches ont l'obligation morale de donner aux pauvres, s'appuyant notamment sur Thomas Pogge, professeur de philosophie à l'université de Columbia, selon lequel une partie au moins de la richesse des plus riches est acquise aux dépens des pauvres. Il cite, entre autres exemples, les barrières douanières que le monde développé dresse contre l'importation de biens du monde en développement, mais aussi la pratique des multinationales qui passent des contrats avec des gouvernements sans se poser de questions sur leur légitimité et leur « respectabilité ». Ce qui a pour résultat d'aiguiser les appétits et d'encourager les candidats potentiels aux coups d'Etat. Cette liberté d'accès aux matières premières, si elle est à la base de la prospérité des nations industrielles, est un véritable cadeau empoisonné pour les pays en développement riches en ressources naturelles, une malédiction qui, outre qu'elle ne relève en rien le niveau de vie de leurs populations, les plonge, au contraire, dans des séries interminables de coups d'Etat, de guerres civiles et de corruption.

Pour P. Singer, le niveau actuel de l'aide publique

internationale étant loin d'être à la hauteur du problème de la pauvreté mondiale, on ne peut guère compter que sur la philanthropie des particuliers. C'est pourquoi il fait appel aux grandes fortunes de la planète. Mais comment déterminer leurs contributions ? Se guidant sur les Objectifs de développement du millénaire (ODM) - programme onusien qui a évalué à 121 milliards de dollars par an le coût des mesures urgentes à prendre dès 2006 - et prenant en compte les promesses d'aide. P. Singer chiffre le supplément nécessaire chaque année pour atteindre ces ODM.

Et après analyse des revenus des 10 % des Américains les plus riches, il propose une échelle mobile, où ceux dont les revenus annuels dépassent 1,1 million en ver-seraient un pourcentage situé entre 25 et 33 % ; ceux qui gagnent entre 92 000 et 1,1 million, contribueraient à hauteur de 10 à 20 %. Une sorte d'impôt mondial contre la pauvreté, en somme. La conclusion de P. Singer est plus que convaincante : « *Ce qui est remarquable, c'est que cette échelle de contributions, qui a peu de chances de créer de réelles difficultés à ces richissimes contributeurs, produit un montant global de 404 milliards, disponibles pour l'aide au développement.* »

Les autres pays pourraient, de leur côté, instituer une échelle semblable. Ainsi, si l'on admet que les riches Américains contribueraient pour 50 % à l'ensemble des dons, les grandes fortunes du reste de la planète permettraient de doubler l'aide, qui atteindrait ainsi 808 milliards. Soit plus de six fois ce qu'a chiffré l'équipe de J. Sachs pour 2006 afin d'atteindre les ODM, et plus de seize fois la différence entre ce chiffrage et l'aide internationale officielle.

« *C'est après avoir évalué les revenus des 10 % des Américains les plus riches, pour préparer cet article, que j'ai compris à quel point il serait facile au monde prospère, d'éliminer la pauvreté de la planète, conclut-il. Ainsi comparé à notre potentiel d'aide, ce que nous avons accompli dans le cadre des ODM est scandaleusement modeste. Si nous échouons à les atteindre - comme semblent le faire craindre les tendances actuelles - nous n'aurons aucune excuse. L'aide publique internationale, effective et promise, ne suffit même pas pour réduire de moitié le nombre*

*des victimes de la pauvreté et de la faim, comme nous nous y étions engagés en fixant les ODM. [Voir ci-dessous, « La faim s'étend »]. Il faut faire en sorte que nul être humain ne vive dans des conditions aussi dégradantes. C'est là un objectif noble et digne, et largement à notre portée. »*

**Sources** : The New York Times, E.U.

**Thématiques** : [Société](#), [politique](#)

**Rubrique** : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider

les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)